Pour un service national militaire et civique, garant de la cohésion sociale et de l'indépendance politique de la France.

Antoine Blanc, Théodore Aubin - 31

Le rôle historique, un héritage de la Révolution au premier rang de la défense de la République

L'idée de conscription et de service militaire obligatoire émane directement du double enjeu de la période révolutionnaire : la lutte contre les privilèges de sang et la défense de la Révolution française face à l'Europe des monarchies. En mettant fin à l'armée d'ancien régime qui mêlait armée de métier et logique de castes, les révolutionnaires voulaient donner corps à l'idée du soldat-citoyen. Les volontaires qui s'enrôlent en 1791 en sont la première incarnation et c'est leur engagement décisif dans les batailles de Valmy et Jemappes qui offre à l'Assemblée Nationale la latitude nécessaire pour proclamer la République alors que l'Europe des rois coalisés assaille le pays.

Le soldat-citoyen est à partir de là au cœur de la lutte pour la défense de la République et de la souveraineté populaire. Par exemple, à l'été 1907 lorsque les vignerons du Languedoc manifestent. La répression que la bourgeoisie voulait féroce voire sanglante, échoue parce que les conscrits du 17 ème régiment d'infanterie de ligne se mutinent. Car comme le rappelle la chanson populaire commémorant l'événement « Vous auriez, en tirant sur nous/ assassiné la République. ».

Moins d'un demi siècle plus tard l'expression concrète de la solidarité avec la République espagnole par la constitution des Brigades internationales ne pourra se faire que parce que les volontaires, notamment les 9000 jeunes français, maîtrisent les fondamentaux de la chose militaire acquis lors de leur service militaire. Peu de temps après, alors qu'à la suite de sa sœur, la République espagnole, la République française est tombée, la Résistance par les armes des FTPF n'a elle aussi pu se faire que grâce aux savoirs pratiques dans le domaine militaire d'un nombre suffisant de camarades. Et il est bon de rappeler, comme l'a fait en son temps Ambroise Croizat, que sans la présence de près de 500 000 FFI dans le pays au sortir de la guerre, la bourgeoisie n'aurait pas consenti à l'application du programme du CNR, que le MEDEF et ses gouvernements détricotent aujourd'hui avec tant d'ardeur.

Le rôle politique et social du service national : souveraineté populaire et cohésion des classes laborieuses nationales

En suspendant le service national en 1996, malgré l'opposition des communistes et de leurs députés, Jacques Chirac et son gouvernement ont mis fin à la souveraineté populaire en matière de Défense nationale. Le chef de l'État, derrière des déclarations faignant d'appuyer cette décision sur l'évolution géopolitique mondiale et européenne (renforcement de la collaboration des gouvernements franco-allemand, défaite du camp socialiste en Europe de l'Est) : « Le service militaire a été créé en 1905, comme vous le savez, à une époque où il fallait des poitrines à opposer à d'autres poitrines -si j'ose dire - face à un danger extérieur. », a en réalité mis fin à un des piliers de la République française pour le plus grand plaisir de la bourgeoisie française et européenne.

Le service national en amenant chaque génération de citoyens à s'instruire de la chose militaire, et de par l'ampleur de la proportion du nombre d'appelés dans l'ensemble des effectifs militaires de l'Armée (201 498 appelés en 1996 pour un effectif total de 573 081, soit près de 40 % des effectifs du ministère de la Défense) donnait un poids réel aux français dans les questions de défense, et d'autre part conduisait à un intérêt accru et une meilleure connaissance des enjeux géopolitiques de la part de l'ensemble de la population française.

Parallèlement, le service national permettait une réelle cohésion sociale en assurant une forme de mixité sociale et d'échange notamment entre les différentes couches laborieuses mettant en contact des jeunes aux parcours différents pour la plupart issus des milieux exploités. Rôle que l'Enseignement supérieur n'a jamais rempli et ne remplit toujours pas aujourd'hui. Cette période d'échange et de rencontre participait d'une plus forte cohésion nationale, et avant tout dans les milieux populaires, comme nous aspirons à le faire au travers de notre outil partidaire. Aujourd'hui

encore, on retrouve des survivances de cette sociabilité au travers de fêtes désormais uniquement folkloriques réunissant par classes d'âge et de conscription les populations d'une commune ou d'un canton. Réduites à des fêtes touristiques ces traces n'en demeurent pas moins les témoins d'une cohésion sociale forte, avec laquelle la bourgeoisie nationale et internationale était mal à l'aise, ce qui a directement prévalu à la suppression du service national. Ce malgré les postures de certains politiques qui font semblant, aujourd'hui encore, de poser la question de la remise en place d'un service militaire au nom des valeurs de citoyenneté et de morale qu'il permettrait d'inculquer chez certains jeunes. Mais dont le projet, en réalité, est celui d'un service militaire synonyme d'encadrement d'une jeunesse en décrochage scolaire et sur-précarisée. Plaçant d'une certaine manière ces jeunes en quarantaine pour mieux les contrôler en les isolant du reste de la jeunesse et de la nation. Notre ambition est à l'opposé même de ce projet.

Un socle commun de formation

Parmi les problèmes que posait le service national, dans sa forme existante jusqu'en 1996, la question de l'insertion professionnelle n'est pas anodine, même si elle ne doit pas effacer d'autres aspects intéressants qu'offrait ce temps de formation. Il marquait une longue période dans la vie des jeunes français qui posait parfois, par la suite, problème lors du retour ou de l'entrée dans la vie professionnelle une fois le service achevé. Pourtant paradoxalement, il était aussi un temps de formation technique certes militaire mais pas uniquement. Cet aspect doit être pris en compte et repensé afin de répondre au mieux aux besoins de la jeunesse. Un nombre important de français ont ainsi passé leur permis de conduire dans le cadre de leur service national, c'est-à-dire aux frais de l'État. Cet exemple est d'autant plus important, qu'il apparaît aujourd'hui indispensable pour les jeunes d'avoir accès à cette formation or ces derniers ne sont à l'heure actuelle pas égaux devant l'accès au permis de conduire. En effet, le coût d'une formation de conduite n'est pas accessible à tous. Un encadrement national et public au travers d'un service militaire repensé pourrait palier ce problème. D'autres formations, au-delà du maniement des armes, seraient bénéfiques à tous. On peut par exemple penser aux questions de secourisme ou de mécanique, mais également à un rattrapage en matière de maîtrise de la langue française ou encore des mathématiques. Cependant, le service national serait également un temps de formation spécialisée, sur la base de ce qu'il a pu être avant 1996, permettant aux conscrits l'acquisition de savoirs théoriques et techniques dans des domaines spécifiques à leurs affectations militaires et civiques (on peut penser à des domaines comme les transmissions, la cartographie, l'archivage, …). Il doit donc garantir, pour être réellement au service de la jeunesse et du reste de la société, un socle commun de savoirs et de connaissances pratiques et théoriques mettant sur un pied d'égalité l'ensemble des citoyens, tout en offrant la possibilité d'acquérir d'autres formations plus spécifiques.

Se mettre au service de la Nation,

La raison d'être du service national était de mettre le citoyen au service de la Nation, du point de vue militaire et plus précisément sur le plan de la Défense de l'intégrité territoriale de celle-ci. Après la suspension du service national les textes ont évoqué « un rendez-vous entre la jeunesse et la Nation » concrétisé au travers de la JAPD, aujourd'hui JDC. Par conséquent, c'est affirmer avoir vidé de toute substance le rapport de la jeunesse à la Nation et à sa défense. C'est ce rapport qu'il faut reconstruire en rendant à la jeunesse toute sa place dans le corps national. Ainsi le conscrit en échange des savoirs techniques et théoriques acquis pendant ce temps de formation consentirait à se mettre au service de la collectivité au travers de différentes missions, pas uniquement militaires mais que remplissent parfois, du reste, les militaires professionnels. On peut par exemple penser aux interventions pendant ou à la suite de problèmes climatiques, aux forces de police de proximité, mais aussi au travers de missions comme l'aide aux personnes âgées, l'encadrement de colonies de vacances pour les enfants, ou encore des missions de connaissance des réalités sociologiques,

géographiques, ou historiques de notre pays (recensement de la population, prévention des feux de forêts, collectages en amont de période de commémoration, …).

Utile à l'intérêt du plus grand nombre autant qu'au conscrit, il serait de cette manière l'expression concrète de l'adhésion de ce dernier au contrat social et politique qu'est la Nation.

Pour un service national militaire et civique, réinventé et nécessaire.

La situation historique et géopolitique actuelle a certes évolué depuis 1905, 1945 ou encore 1996, mais rien pourtant n'autorise à penser que la conscription et le service national et militaire, ne sont plus aujourd'hui qu'une invention révolutionnaire et désuète. L'oxymore souligne d'ailleurs la futilité d'une telle non-analyse. Cela reviendrait à dire que l'idée même de République n'a plus cours, or il n'est que les puissants oligarques du capitalisme pour vouloir cela. Nous, communistes haïssons la guerre, pourtant lorsqu'il a fallu se montrer à la hauteur des enjeux de l'histoire nous l'avons été. La question de la défense de la souveraineté nationale et populaire doit être au cœur de nos préoccupations comme celle de l'avenir de la jeunesse et de la République.

C'est pourquoi face à l'individualisme qui gangrène notre société pour les plus grands bénéfices des puissances d'argent, nous devons réinventer la Nation. Nous devons porter la revendication d'un service militaire et civique, qui ne soit pas seulement une réplique de ce qu'il fut avant 1996 mais bien un nouvel outil au service d'une France en commun, c'est-à-dire au service de l'intérêt des classes populaires de ce pays, en rendant à celles-ci un outil de cohésion sociale fort ainsi que la pleine maîtrise des questions militaires et de Défense. Car comme le montre l'histoire, tout gouvernement ambitieux, révolutionnaire et profondément démocratique devra affronter les tentatives de déstabilisations intérieures et extérieures que lui feront subir les forces du Capital. C'est par exemple la réalité, à l'heure actuelle, de tous les gouvernements progressistes d'Amérique Latine. Dans ces conditions, la meilleure garantie de succès d'un gouvernement communiste et du maintien de la paix, reste et restera la maîtrise par les travailleurs du pays des outils de Défense nationale ainsi qu'une cohésion forte de l'ensemble des classes populaires.

C'est ce que résume très bien Jean Jaurès dans l'Armée nouvelle par ces mots cités il y a peu dans l'Humanité : « Jamais prolétariat qui aura renoncé à défendre, avec l'indépendance nationale, la liberté de son propre développement n'aura la vigueur d'abattre le capitalisme. ». Par conséquent, réaffirmons notre volonté d'un service national militaire et civique d'une période suffisamment longue pour être utile aux appelés et à la Nation, obligatoire pour que les jeunes de toutes conditions sociales y soient contraints, évidement mixte c'est-à-dire non seulement ouvert mais obligatoire pour les jeunes femmes et les jeunes hommes, profondément laïque, et émancipateur.